

SKIKDA

Sit-in de jeunes chômeurs

Un rassemblement de jeunes chômeurs, dont le nombre aurait atteint les 200, a été signalé devant les locaux de l'ALEM (Agence locale de l'emploi) sise à la cité de Montplaisant, ce samedi, qui fait suite à la distribution de postes d'emploi au niveau de la zone pétrochimique, provoquant la rituelle vague de mécontentement. Ces jeunes chômeurs, qui se sont regroupés le jour d'après (dimanche) dans le jardin public se trouvant en face de la salle de l'APW, ont demandé l'application stricte des textes législatifs et réglementaires adoptés par la circulaire gouvernementale suite aux échauffourées de Ouargla.

Bien que non structurés, ces jeunes feront preuve d'une maturité et d'une sagesse irréprochables, qui leur ont permis de dépêcher quatre délégués les représentant auprès du chef de cabinet du wali pour dénoncer les différents problèmes liés à l'emploi auxquels ils sont confrontés.

Le problème de l'emploi demeure posé, et il le sera à tout jamais. La disproportion entre l'offre et la demande, les éternels dépassements enregistrés dans les processus d'octroi de postes de travail dans les différentes formules, les recrutements placés sous le sceau du "strictement

confidentiel" qui ont en tout temps prévalu au sein des entreprises et institutions publiques, les concours d'accès en trompe-l'œil, les plans de relève de "façades"... seraient autant de facteurs qui ont démontré qu'avoir droit à un poste de travail repose plutôt sur des considérations d'affiliations familiales, régionales ou partisans que d'un quelconque critère de compétence et de savoir-faire.

Sans verser dans l'alarmisme ou "l'amplification" supposée critère journalistique, c'est un constat pur et dur à relever.

D'ailleurs, ce sont les différents points qui ont été abordés par ces chômeurs. "J'ai un bulletin de présentation datant de juillet, j'ai même passé le test médical à Terminal. En vain. Nous sommes quinze Skikdis qui ont été évincés au bénéfice de Batnéens. D'ailleurs, lors de la visite médicale, on nous a scindés en deux groupes, les Skikdis d'un côté et nos frères les Batnéens de l'autre. C'est bizarre, non ?" nous racontait un jeune. Pour un autre, c'est de la "hogra". "Un camion Sonacome transportait un nombre impressionnant d'Oranais, venus travailler à la plate-forme.

Ne nous sommes pas des régionalistes, mais au moins qu'ils nous accordent un peu de place au sein de cette zone industrielle",

dira-t-il. "Le pire c'est qu'il y a des entreprises comme l'EPS et SOMIK, qui ne passent même pas par l'ALEM. La chef de daïra est au courant, même le directeur de l'ALEM l'a reconnu", nous affirma un des délégués, sur un ton qui se veut rassurant, et d'enchaîner : "Nous ne demandons que l'application stricte de la loi en ce sens. D'ailleurs, les textes sont clairs, je ne vois pas pourquoi des entreprises en font à leur tête." Une entreprise kabyle sous-traitant pour le compte de la zone industrielle n'aurait pas accepté que soient recrutés en son sein des Skikdis, selon les dires d'un jeune chômeur nous brandissant son bulletin de présentation. "Il a fait venir avec lui des gars de sa région. Et nous les Skikdis, nous n'existons pas ?" s'interrogera-t-il. "Nous n'avons récolté de cette zone que maladies et malvie. C'en est trop", se lamenta un ingénieur en pétrochimie qui chôme depuis... 1988.

Aux dernières nouvelles, les délégués signalent que le chef de cabinet du wali aurait promis, lors de l'entrevue qui leur a été accordée, que leurs revendications seront prises en considération d'une façon effective et satisfaisante dans les plus brefs délais. Il a affirmé notamment que les portes de la communication leur

seront ouvertes, mettant en garde sur un quelconque dépassement ou trouble à l'ordre public.

Un délégué nous affirma qu'"en dépit de la provocation, nous n'avons pas cédé. J'ai même reçu un coup de pied en plein tibia par un policier", et de nous montrer une trace bleu juste au-dessous du genou gauche. D'ailleurs, en attendant mieux, les délégués seront les seuls intermédiaires entre l'administration et ces jeunes chômeurs. Joint par téléphone, M. Abdellah, le directeur de l'ANEM, nous signala que "nous recevons quotidiennement une moyenne de 150 chômeurs. Le rassemblement d'aujourd'hui fait suite à la distribution de postes d'emploi au sein de la zone industrielle, dont nous ne détenons pas le nombre à notre niveau, qui provoqua, comme c'est de coutume, le mécontentement des non-bénéficiaires" et d'enchaîner sur un ton rassurant : "Sachez que nous n'avons aucun problème avec les chômeurs, hormis les jeunes de moins de 22 ans sans qualification personnelle. Nous faisons notre travail convenablement." Concernant le nombre d'emplois octroyés ainsi que les différentes spécialités ciblées, nous n'avons pas eu d'informations claires sur ce point.

Zaid Zoheir

JIJEL

Les habitants de 26 villages isolés se tournent vers le ciel

Les habitants des quelque 790 foyers cernés encore par la neige, après les dernières intempéries qui ont frappé la région de Jijel, avaient les yeux rivés sur le ciel toute la journée de jeudi. L'arrivée de l'aide humanitaire par hélicoptère était tant attendue pour les délivrer d'un vrai calvaire qu'ils endurent depuis près de deux semaines. Un siège qui n'a que trop duré pour des agglomérations enclavées. C'est le cas de le citer d'Asseratou, Dar Ben-Ameur (Texenna), Laghdir, Lemsil (Béni-Yadjis), Souk Esseb, Djiza (Djmla), Belouta, Acherar (Bordj T'har), Assoumer, Ain Lebna (Erraguenne), etc.

Les trois hélicoptères de l'armée nationale sont restés cloués au sol de l'aérodrome Ferhat-Abbas de Jijel une bonne partie de la journée de jeudi. Les pilotes tout comme le chef de l'exécutif et son staff étaient suspendus, eux aussi, de longues heures au bulletin météo.

Des cordes de pluie et un épais brouillard empêchaient tout décollage des appareils. La persistance des caprices de la météo a augmenté l'impatience et les nerfs des présents qui voulaient secourir à tout prix, desserrer l'étau sur les populations habitants dans les monts des Babors, Tamezguida et Béni-Khetab. C'était une course contre la montre pour sauver des vies humaines, nous fait savoir un cadre de la wilaya. Selon des indications qui nous étaient fournies, il s'agit de vingt-six villages plus ou moins peuplés qui devaient être approvisionnés par voie aérienne ce jeudi, et ce, devant l'impossibilité, nous affirme-t-on, de les atteindre et les désenclaver par voie terrestre. Durant les deux premières journées 14 920 litres d'huiles, 5 093 boîtes de lait en poudre, 1 385 kg de café, 287 sacs de sucre, 7 800 kg de patates alimentaires, 4 400 sacs de semoule, 4 900 litres de lait pasteurisé ont été livrés aux populations de mechtas isolés, assure notre interlocuteur. C'est après une longue attente qui a fini par payer que finalement, en milieu d'après-midi, les hélicoptères ont pu décoller et larguer des vivres sur des localités des communes de Ouled Rabah et Erraguenne. Le ballet des hélicoptères a pris fin à la tombée de la nuit avec la ferme volonté et l'espoir d'un bulletin météo annonçant une éclaircie pour ce vendredi dans le ciel des populations assiégées. Alors qu'aucune perte humaine n'est à déplorer fort heureusement jusqu'ici, les dégâts matériels seront, par contre, certainement plus importants que seul un bilan exhaustif déterminera avec exactitude dans les prochaines semaines.

F. M.

KHENCHELA

Les quêtes des mosquées détournées ?

Chaque vendredi, les imams des mosquées de Khenchela demandent à leurs fidèles de donner une somme d'argent, chacun selon son désir, et contribuent ainsi à des actions en vue de restaurer ou parachever la construction de mosquées. La réglementation en vigueur stipule, pour éviter la cacophonie et autres déviations, qu'il faut une autorisation dûment signée par le wali, selon un procédé élaboré par la DRAG conjointement avec la Nidhara. Que dire alors lorsqu'un inspecteur de ladite Nidhara signe une lettre avec sa griffe et à la place du directeur, datée du 5 décembre 2004, qu'il remet à une citoyenne qu'il la remet à son tour à l'imam de la mosquée Abou Bakr Seddik, sise à la cité Bouziane. Ce dernier est instruit de donner le produit de cette quête à la dame en ques-

tion. Selon nos sources, qui ont requis l'anonymat, la somme collectée devrait être remise à la commission suivant un procès-verbal en présence de l'imam et de témoins, car chaque mosquée en est dotée. L'affaire a été connue lorsque la citoyenne, par ignorance et qui doit être dans le besoin, a donné la copie de la même lettre à un autre imam d'une autre mosquée qui lui a expliqué que pour l'appliquer il faut qu'il soit nommément destinataire de la copie.

Nos sources, qui doivent en vouloir audit inspecteur, font savoir aussi que ce dernier n'a pas à se substituer au wali, qui est le seul habilité à autoriser ce genre de quête.

Ledit inspecteur n'a, certes, pas pris cet argent, mais des questions se posent sur ce qui se passe dans ce secteur.

A. Maâchi

EL-TARF

10 individus placés sous mandat de dépôt

Dix individus sur les vingt-trois présentés devant le magistrat instructeur près le tribunal d'El-Kala (El-Tarf), la semaine écoulée, ont été placés sous mandat de dépôt pour divers délits. Cinq d'entre eux sont poursuivis pour détention, consommation et commercialisation de stupéfiants, trois pour coups et blessures et deux pour vol qualifié et destruction de biens d'autrui.

Par ailleurs, les services de la Sûreté de wilaya ont traité durant la même période quelque 186 affaires et procédé à l'arrestation de trente individus.

Nabil Kebaili

BATNA

10 projets de nouvelles décharges contrôlées

Dans le cadre de la protection de l'environnement, l'absence d'endroits spécialement équipés et conçus pour les ordures au moins dans chaque quartier mais aussi le manque de civisme des citoyens qui jettent n'importe où leurs ordures constituent à eux seuls des problèmes auxquels il faut ajouter les défaillances des services de voirie à travers les diverses communes de la wilaya de Batna.

Un autre problème non moins important réside dans le fait que les horaires de passage des éboueurs ne sont pas respectés par les citoyens qui s'amusent à sortir les ordures à n'importe quel moment de la journée, parfois même juste après le passage des éboueurs.

Cette culture du respect de l'autre nous fait cruellement défaut. Et c'est en ce sens que les autorités locales de Batna pensent à l'introduction de vidéosurveillance dans les nouveaux



plans architecturaux des bâtiments. Les décharges publiques sauvages sont présentes en force dans les Aurès. Beaucoup d'entre elles sont situées sur des terres agricoles, d'autres à proximité immédiate de quartiers populaires. Et tout cela d'une manière ou d'une autre un impact négatif sur la santé publique. L'élimination de ces décharges sauvages a été

jugée nécessaire et c'est en ce sens — dans le cadre du programme quinquennal qui s'étale de 2005 à 2009 — qu'on relève l'inscription d'une opération d'étude de réalisation de 10 décharges publiques contrôlées qui seront dotées d'équipements d'exploitation et de ramassage des ordures ménagères, concernant les communes suivantes : Merouana, Arris, T'kout,

Chemora, Menaâ, N'gouas, Ras El-Aïoun, Timgad, Seriana et El Madher. Après la réalisation du centre d'enfouissement technique de la capitale des Aurès, Batnaville, qui permet aux populations de divers quartiers de la ville tels que ceux de l'abattoir et de Bouzourane de respirer, on souligne que deux autres seront construits, l'un à Barika et l'autre à Ain Touta.

Selon des sources officielles, la phase du lancement des travaux est à l'ordre du jour. Selon les estimations initiales, chacun de ces deux centres coûtera la bagatelle de 10 milliards de centimes. Toujours dans ce contexte, le plastique, le papier, le bois et autres matières recyclables sont en train d'être enfin pris en considération dans une proposition de l'APW de Batna qui encourage la création de petites entreprises de recyclage des ordures.

Nasreddine Bakha